



## Volume 1 no 40 - Le 2 novembre 2016

Voici votre Flash Info, une publication hebdomadaire du SPGQ qui propose un survol de l'actualité touchant votre syndicat. Si des événements exceptionnels surviennent, le SPGQ vous en transmettra les détails dans les plus brefs délais par le biais d'envois de dernière heure.

Bonne lecture!

*Négociation de l'unité fonction publique*

### **Le point sur la négociation au 28 octobre 2016**

Le 26 octobre, le comité de négociation de l'unité fonction publique est retourné à la table avec l'employeur, dans le but de dénouer l'impasse et de faire avancer les négociations. Cette rencontre avait pour but de travailler sur la structure salariale afin de l'améliorer dans le cadre global de la négociation.

Comme prévu, le comité a eu l'occasion d'exposer à l'employeur l'ensemble des sujets encore en litige et fait des représentations afin d'obtenir certaines informations sur des ajustements possibles liés à la structure salariale. La rencontre a été par contre de courte durée et à sens unique, car l'employeur n'a fait aucun commentaire sur les sujets abordés.

[Cliquez ici pour lire l'Info-Négo en entier](#)

*Négociation à l'Agence du revenu du Québec*

### **Le point sur la négociation en cours**

Le 4 mai 2016, les représentants patronaux à la table de négociation remettaient à ceux du SPGQ un dépôt patronal lié aux demandes de l'employeur à cette date. Le comité de négociation a par la suite dressé un tableau synthèse illustrant l'état des discussions sur les sujets contenus dans le dépôt patronal.

Une analyse rapide de ces documents démontre qu'il n'y a pas d'avancement sur la rémunération et sur l'ensemble des sujets préoccupant davantage les professionnels de Revenu Québec.

[Cliquez ici pour lire l'Info-Négo en entier](#)



*Section N-Collège*

## **Les négociations se poursuivent**

Les professionnelles et professionnels des 16 collèges représentés par le SPGQ ont déposé une proposition globale de règlement sur la table, le 15 septembre dernier.

Les quelque 670 professionnels des collèges sont confrontés à une baisse de salaire pour près de la moitié de leurs corps d'emploi. Ils subiraient ainsi une baisse de leur traitement de 21 % en 25 ans, si on les compare aux professionnels enseignants.

Dans [un vidéo-clip de moins de deux minutes disponible sur You Tube](#), le président du SPGQ énonce clairement ce qui reste à régler.

Le SPGQ demande que les professionnels de tous les collèges, peu importe leur allégeance syndicale, soient reconnus comme faisant partie de l'enseignement supérieur et que leurs emplois soient évalués en tenant compte de leur situation spécifique dans cet ordre d'enseignement.

La proposition de règlement mise sur la table par le SPGQ pour les collèges a suscité une réponse du Secrétariat du Conseil du trésor et plusieurs rencontres se succèdent pour en arriver à un règlement satisfaisant pour les deux parties.

La clé de la solution réside dans la reconnaissance des problématiques particulières de ces professionnels dans l'enseignement supérieur.

Les deux parties se rencontrent ces jours-ci. La mobilisation, les moyens de pression (quatre jours et demi de grève) et l'effort de communication n'y sont pas étrangers.

Documents à consulter :

Vidéo-clip sur You Tube : <https://youtu.be/YquQunzLhx8>

Site des collèges SPGQ : <http://sections.spgq.qc.ca/n/>



*Grève ciblée jugée illégale*

## **Le SPGQ en appel**

Le SPGQ s'adresse à la Cour supérieure dans le but de faire annuler une décision du Tribunal administratif du travail (TAT), qui avait jugé illégale la grève ciblée qu'il avait prévu faire au ministère des Relations internationales et de la francophonie (MRIF), en juin dernier.

[...] En guise de moyen de pression, 151 professionnels à l'emploi du MRIF, syndiqués au SPGQ, devaient faire la grève pour une période indéterminée, à compter du 3 juin dernier.

Le Conseil du trésor s'était toutefois adressé au TAT, lui demandant de faire déclarer illégale cette grève ciblée. Il affirmait que le syndicat ne pouvait déclarer la grève qu'à l'égard de la totalité des salariés de son unité d'accréditation.

[Cliquez ici pour lire l'article complet diffusé, entre autres, dans La Presse](#)

*UPAC du SPGQ*

## **L'UPAC ENVOIE UNE MISE EN DEMEURE AU SPGQ**

L'UPAC a fait parvenir une mise en demeure à un syndicat du secteur public (SPGQ), parce qu'il utilisait l'acronyme UPAC dans le cadre de sa campagne en vue de renouveler sa convention collective.

Le SPGQ, qui représente des comptables, chimistes, arpenteurs-géomètres, ingénieurs forestiers et autres professionnels, n'a toujours pas renouvelé sa convention collective, contrairement à la majorité des employés de l'État.

[Cliquez ici pour lire l'article publié par La Presse Canadienne](#)

[Cliquez ici pour lire le communiqué diffusé par le SPGQ](#)



*UPAC*

## **Un enquêteur congédié pour avoir encouragé un dénonciateur à parler aux médias**

La controverse des derniers mois au sein du ministère des Transports vient de faire une victime collatérale à l'Unité permanente anticorruption (UPAC). Un enquêteur a été congédié parce qu'il aurait notamment encouragé un dénonciateur à s'adresser aux médias, a appris La Presse.

Le Syndicat de professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ) s'indigne de ce congédiement. « C'est extrêmement inquiétant qu'une organisation comme l'UPAC, qui s'est présentée devant la commission Charbonneau pour réclamer qu'un régime de protection des lanceurs d'alerte soit mis en place, agisse ainsi. Les bras m'en tombent », lance son président, Richard Perron, joint par La Presse.

[Cliquez ici pour lire l'article publié dans La Presse](#)

*Rapport annuel du MTMDET*

## **Le SPGQ juge que le ministère camoufle la réalité**

Le SPGQ dénonce le camouflage d'information dans le rapport annuel de gestion 2015-2016 du ministère des Transports, de la Mobilité durable et l'Électrification des transports (MTMDET). Malgré les nombreux changements de ministre à la tête du MTMDET, le dernier rapport annuel de gestion n'est pas plus transparent que celui de l'année précédente.

« Comme il l'a fait en 2014-2015, de façon subtile, le ministère tente de camoufler la vérité sur la surveillance des contrats octroyés au secteur privé. Ainsi, le rapport soutient que sur 48 contrats analysés par les auditeurs du ministère, seulement un contrat était non conforme. Ce que le rapport ne dit cependant pas, c'est que le nombre de contrats surveillé par les auditeurs était de 120 l'année précédente. Si l'on analyse moins de contrats, les chances de déceler des irrégularités diminuent. Il est donc faux de dire que la surveillance s'est resserrée ! », s'insurge le président du SPGQ, M. Richard Perron.

[...] Le rapport du MTMDET est déposé seulement quelques jours après la tenue des consultations particulières sur le projet de loi n° 108 favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics (AMP). Consultations auxquelles, faut-il le rappeler, le SPGQ n'a pas été invité malgré ses demandes répétées.

[Cliquez ici pour lire le communiqué diffusé par le SPGQ](#)

[Cliquez ici pour lire le mémoire du SPGQ concernant le projet de loi n° 108](#)



*Tournée de la clé USB du SPGQ*

## **Le SPGQ fait parler de lui partout au Québec!**

La tournée de la clé USB du SPGQ se poursuit. Depuis le début septembre, le président du SPGQ, Richard Perron a profité de cette tournée pour rencontrer des membres du syndicat.

Après un passage au Saguenay le 6 octobre, M. Perron s'est rendu en Outaouais le 12 octobre.

[Cliquez ici pour lire l'article du quotidien Le Droit publié à ce sujet](#)

[Cliquez ici pour entendre l'entrevue de Richard Perron sur les ondes d FM 104,7 Outaouais](#)

*Autre couverture médiatique :*

[Article du passage de la clé USB à Gaspé publié dans Le Pharillon](#)

*Campagne du SPGQ « Noël de la solidarité » 2016*

## **Générosité et entraide pour combattre l'austérité**

Le Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ) organise pour une 27<sup>e</sup> année consécutive le « Noël de la solidarité » qui se tiendra **du 14 novembre au 2 décembre 2016**. Afin d'atténuer l'impact des mesures d'austérité, le SPGQ sollicite la générosité et l'entraide de ses membres envers des milliers de familles défavorisées.

Plusieurs bénévoles du SPGQ contribueront durant le « Noël de la solidarité » à recueillir des fonds et des denrées au sein des unités de travail et dans les édifices publics. Ces dons et denrées alimentaires recueillis permettront aux familles mal nanties de profiter d'un moment de réjouissance en cette période des Fêtes.

À Québec, le SPGQ est associé au Magasin-Partage qui veille à la redistribution. À Montréal et dans d'autres régions, différents organismes communautaires servent de relais entre le SPGQ et la population, comme le Centre des femmes de Montréal et la Maison d'accueil pour sans-abris de Chicoutimi.

Vous êtes bénévoles et n'avez pas encore commandé le matériel nécessaire à la récolte de denrées et de dons en argent ? N'hésitez pas à vous rendre sur la page du Noël de la solidarité pour  [télécharger le formulaire de demande de boîtes, tirelires ainsi que les affiches](#) permettant de faire la promotion de l'événement.



## Calendrier des prochaines instances

### Conseil syndical

10 et 11 novembre 2016

Centre Sheraton

1201, boulevard René-Lévesque Ouest, MONTRÉAL

### ADS

12 novembre 2016

Centre Sheraton

1201, boulevard René-Lévesque Ouest, MONTRÉAL

### Conseil syndical

8 et 9 décembre 2016

Palace Royal

775, rue Honoré-Mercier, QUÉBEC

### Conseil syndical

26 et 27 janvier 2017

Hôtel Le Concorde

1225, Cours du Général de Montcalm, QUÉBEC

### Conseil syndical

16 et 17 mars 2017

Hôtel Mortagne

1228, rue Nobel, BOUCHERVILLE

### Conseil syndical

20 et 21 avril 2017

Hôtel Gouverneur

725, rue Séminaire Nord, SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU

### Conseil syndical

8 et 9 juin 2017

Delta Québec

690, René-Lévesque Est, QUÉBEC

### ADS

10 juin 2017

Hôtel Le Concorde

1225, Cours du Général de Montcalm, QUÉBEC